



Sous le haut patronage et en présence de

**Son Excellence Dr. Ahmed Fathy Sourour, Président de l'Assemblée du
Peuple Egyptien**

Et

**Son Excellence M. Jean Félix – Paganon, Ambassadeur de France en
Egypte**

Le deuxième congrès régional intitulé :

**« Le droit pénal entre la mondialisation, l'internationalité et défis
de combattre le crime organisé »**

Grand Amphithéâtre de l'université du Caire

24 – 25 février 2010

En partenariat avec :



Le phénomène de la mondialisation est devenu un objet de discussion aussi bien dans les milieux publics et privés qu'à l'échelle gouvernementale. Toutes les catégories de la société s'y intéressent. La mondialisation économique et technologique et ses conséquences, telles la libre circulation des marchandises et des capitaux, la facilité de la communication et les échanges d'informations, a conduit au démantèlement des frontières entre Etats au sens économique, et a contraint l'Etat national à se conformer et à s'adapter aux politiques financières prescrites par les systèmes économiques internationaux.

Bien que la mondialisation ait assuré la liberté des échanges commerciaux, ouvert la voie au progrès technologique et facilité l'intégration et l'interdépendance, elle a également des effets négatifs.

La mondialisation économique et technologique aboutit – outre la marginalisation du rôle de certaines économies non compétitives – à la propagation de l'acte criminel sur le plan international, notamment la contrefaçon, le blanchiment d'argent, et la traite des êtres humains. Sous l'effet de la mondialisation économique et technologique, il est difficile de pouvoir lutter efficacement contre cette criminalité.

Plus la mondialisation économique et technologique se développe, plus la lutte contre les activités criminelles devient difficile du fait que la communauté internationale dépend encore de la souveraineté des Etats qui adoptent des concepts et des normes juridiques différents.

La coopération internationale, même si elle existe, elle n'est pas à la hauteur du degré de complexité et de gravité des crimes commis par le biais des technologies modernes.

En effet, la contradiction entre la mondialisation de l'économie et le rattachement du droit pénal à l'Etat national devient plus flagrante avec l'augmentation du chevauchement des économies nationales et du développement technologique. Certains Etats nationaux où la mise en vigueur du droit pénal s'arrête aux frontières géographiques ont été dépassés économiquement et technologiquement.

Alors que les autorités nationales tentent d'adapter leurs moyens de lutte dans le cadre des frontières politiques de leurs Etats, avec une coopération internationale sécuritaire et

judiciaire, les organisations criminelles développent, elles aussi, leurs moyens à l'international. Ces organisations bénéficient donc de la contradiction entre régionalisation du droit pénal et mondialisation du développement technologique pour réduire l'efficacité de la poursuite criminelle des activités qu'elles mènent.

La problématique posée réside dans la supériorité des moyens actuelle permettant l'acte criminel par rapport aux moyens susceptibles de lutter contre cet acte, vu la présence d'un déséquilibre au service de l'intérêt de l'activité criminelle, en raison de la régionalisation de la règle pénale. Ce colloque scientifique tente de jeter la lumière sur cette problématique et passer en revue les solutions proposées sur ce sujet.

Président du Congrès : **Général Dr Fouad Gamal**
Président du Programme national de la réforme législative
Centre d'Information et d'aide à la décision au Conseil des ministres

Organisateurs : Université du Caire
Sous la direction du **Dr Hossam Mohamed Kamel**

Centre d'Information et d'aide à la décision au Conseil des ministres
Sous la direction du **Dr Magued Osman**

Association Internationale de Lutte contre la Cybercriminalité (Paris)
Dirigée par **Dr Mohamed Chawki**

L'Ambassade de France en République Arabe d'Egypte
Sous la direction de **S. E. Monsieur l'Ambassadeur Jean Félix-Paganon**

Faculté de Droit et de Sciences politiques (Université Tunis Al-Manar)
Doyen Dr Mechichi Lotfi

Rapporteur du Congrès :
Conseiller Amr Hussein Abbas
Président du Parquet de la Cour de Cassation et Conseiller juridique
du Ministre du Commerce et de l'Industrie

Commission scientifique :
Sous la direction du Dr Hassan Abdel Basset Gomei
Professeur et directeur du Département de Droit civil - Faculté de Droit – Université du Caire.

Commission presse :
Sous la direction de M. Hicham Béchir

Programme détaillé

Le mercredi 24 février 2010

08h30 – 10h00 *Enregistrement et accueil des participants*

10h00 – 11h00 *Séance d'ouverture*

- Discours du Dr. Hossam Kamal, Président de l'Université du Caire
- Discours du Dr. Mohamed Chawki, Conseiller d'Etat Adjoint, Président de l'AILCC.
- Discours du Général Dr. Fouad Gamal, Président du programme national de la réforme législative dans le Centre d'Information et d'Appui à la Décision auprès du Conseils des Ministres
- Discours de Son Excellence M. Jean Félix-Paganon, Ambassadeur de France en République Arabe d'Egypte
- Discours de Son Excellence Dr. Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du Peuple, Egypte.

11h00 – 11h30 *Pause café*

11h30 – 13h30 *Protection et application des droits de la propriété intellectuelle :*

Président de la séance : Général Fouad Gamal

Les intervenants :

Dr. Hossam Alsaghir, Professeur de droit commercial et Vice doyen de la faculté de droit Université de Helwan

Dr. Hassan Abdelbasset Gemi'i, directeur du département de droit civil, faculté de droit de l'Université du Caire.

Dr. Chams El Din Bernat, Professeur de droit Civil à l'Université Nabel, Tunisie.

Dr. Mohamed Chaltout, Président du Bureau Américain des marques et des brevets auprès de l'Ambassade des Etats-Unis en République Arabe d'Egypte.

13h30 – 15h00

Protection des marchés et des entités financières bancaires et non bancaires

Président de la séance : Dr. Ahmed Saad, Professeur à la faculté de Commerce de l'Université du Caire, 1^{er} Conseiller de l'Agence Centrale du contrôle Financier

Les intervenants :

Dr. Khaled Sery Seyam, Vice-président de l'Agence Centrale du contrôle Financier.

Dr. Sami Abdel Baki Mohamed, Professeur de droit Commercial à la faculté de droit de l'Université du Caire.

M. Mohamed Al Sayad, Expert dans le marché boursier et bancaire, superviseur des entreprises opérant dans le marché des capitaux auprès de l'Agence Centrale du Contrôle Financier

Dr. Essam Khalifa, Membre délégué de l'entreprise El Ahly, des fonds d'investissement.

15h00 – 16h00

Pause

16h00 – 17h30

Lutte contre le blanchiment d'argent

Président de la séance : Conseiller Sery Mahmoud Seyam, Vice-ministre de la justice pour les affaires législatives

Les intervenants :

Dr. Fouad Gamal, Président du programme national de la réforme législative du Centre d'Information et d'Appui à la Décision auprès du Conseils des Ministres

Général Aly Farouk Aly, Vice-doyen de la faculté de Transports internationaux et des logistiques de l'Académie Arabe des Science et technologie et du Transport Maritime

M. Samir Alshahed, Président de l'unité de lutte contre le blanchiment d'argent auprès de la Banque Centrale

Le jeudi 25 février 2010

(Dans la salle de conférence de la cité universitaire de l'Université du Caire)

10h00 – 11h30 ***Lutte contre le phénomène de la traite des êtres humains et de l'exploitation sexuelle des enfants***

Président de la Séance : M. Marc Lavergne, Directeur du Centre d'Etudes et de Documentation Economiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ).

Les intervenants :

Conseiller Hatem Bagato, Vice-président de la Cour Suprême Constitutionnelle, Egypte.

Dr. Mohamed Chawki, Conseiller d'Etat Adjoint, Egypte ; Fondateur et Président et de l'Association International de Lutte Contre la Cybercriminalité (AILCC), France ; 1^{er} Conseiller auprès du Ministre de la Production Militaire et Conseiller juridique à l'Autorité du Marché Financier, Egypte. Chargé d'enseignement à l'Ecole Nationale de Police et à l'Université d'Ain Chams.

Mme Myriam Quémener, Magistrat, Parquet général à la Cour d'Appel de Versailles, expert pour le Conseil de l'Europe, France.

Conseiller Mohamed Moheb, Magistrat à la Cour Economique et conseiller juridique du Conseil National de la Mère et de l'enfant

11h30 – 13h00 ***Sécurité informatique et cybercriminalité***

Président de la séance : Général Fouad Gamal, Président du Programme National de la Réforme Législative du Centre d'Information et d'Appui à la Prise de Décision du Conseils des Ministres.

Les intervenants :

Général Mahmoud Al Rashidy, Vice-ministre de l'Intérieur et Chef du département de l'information et de la certification.

Dr. Gamil Abdel Baki Alsaghir, Professeur de droit pénal à la faculté de droit de l'Université d'Ain Shams.

Dr. Mohamed Said Abdel Aty, Superviseur du département des plaintes auprès de l'Agence Centrale du Contrôle Financier.

M. Ahmed Walid, Expert auprès du Ministère de la Justice.

13h30 – 14h00

Pause Café

14h00 – 16h00

Protection des marques de commerce et des noms de domaine

Président de la séance : Dr. Yasser Aboul-Fotouh Président du suivi à la Cour Economique du Caire, Conseiller du Centre d'Information et d'Appui à la Prise de Décision du Conseils des Ministres.

Les intervenants :

M. Amr Hussein, Magistrat et Président du Parquets de Cassation, Conseiller Juridique du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Dr. Yassin Al Shazly, Professeur de droit, faculté de droit, Université d'Ain Shams.

M. Baher Esmat, Directeur des relations régionales de l'Organisation d'ICANN dans le Moyen Orient.

M. Mohamed Nash'at, Magistrat et conseiller adjoint, Conseil d'Etat.

16h00 – 17h30

La coopération internationale dans la criminalité organisée et transfrontalière : mécanismes de lutte

Président de la séance : Dr. Hassan Abdel Basset Gemei, Directeur du département de droit international, faculté de droit, Université du Caire.

Les intervenants :

Dr. Ahmed Abul Wafaa, Directeur du département de droit international, faculté de droit, Université du Caire.

Mme Myriam Quéméner, Magistrat, Parquet général à la Cour d'Appel de Versailles, expert pour le Conseil de l'Europe, France.

Général Ossama Al-Marassy, Vice-Ministre de l'Intérieur et Chef de La sécurité du Gouvernorat du 6 Octobre

M. Amr Abdel Aty, Magistrat et Président de tribunal, Conseiller du département de coopération internationale du Ministère de la Justice

Clôture du Congrès et recommandations